

Débureaucratiser la garde des enfants

Berne, le 29 juin 2016

Communiqué de presse

Débureaucratiser la garde des enfants

Débureaucratiser la garde des enfants

Renforcer la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle

Le Conseil fédéral souhaite améliorer l'offre pour la garde des enfants pour les parents pratiquant une activité

professionnelle. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux salue cette volonté. Cependant, nous refusons que le Conseil fédéral

veuille distribuer 100 millions de francs, ce qui sera lié avec une augmentation importante de la charge

Débureaucratiser la garde des enfants

administrative. De même, le Conseil fédéral ne voit pas les obstacles à l'ouverture de nouvelles garderies, ce qui est

incompréhensible. Celui qui veut ouvrir une crèche aujourd'hui n'y parvient souvent pas à cause de la lourde charge

bureaucratique et des dispositions réglementaires disproportionnées. Le PLR exige un frein à la bureaucratie de la

garde des enfants !

Débureaucratiser la garde des enfants

Le PLR s'engage en première ligne pour de meilleures conditions cadres concernant la conciliation de la vie professionnelle et

de la vie familiale. Chaque famille doit pouvoir décider librement de son mode de vie. En parallèle, le manque de main-d'œuvre

qualifiée indigène persiste et l'économie a besoin de main-d'œuvre indigène qualifiée. Le PLR soutient des mesures pertinentes

Débureaucratiser la garde des enfants

qui permettent de créer plus de places d'accueil pour enfants.

Aux yeux du Conseil fédéral, une incitation financière de 100 millions de francs doit être mise à disposition. Il est oublié que les

mécanismes de distribution de cet argent engendreront une importante charge bureaucratique: le soutien financier doit être

Débureaucratiser la garde des enfants

demandé, ces demandes doivent être examinées et les contributions distribuées selon des clefs de répartition qui restent

encore à définir. Cela est tout sauf efficace. De plus, il semble que le Conseil fédéral souhaite assumer la responsabilité de la

garde d'enfants. Le PLR rejette clairement ce transfert de compétence. Cette compétence doit rester aux cantons et aux

communes ; le PLR rejette fermement une ingérence de la Confédération.

Une garde d'enfants non bureaucratique et privée plutôt que chère et étatique

Débureaucratiser la garde des enfants

Sur le plan fédéral, de meilleurs incitatifs fiscaux permettraient de soulager les parents concernées, des mesures qui seraient

beaucoup plus simples à mettre en œuvre. Ainsi, le PLR exige l'augmentation des déductions fiscales concernant les frais

d'accueil extrafamilial pour enfants. Egalement, il faut éviter que les ouvertures de nouvelles structures d'accueil de jour

Débureaucratiser la garde des enfants

échouent à cause d'obstacles bureaucratiques voire soient empêchées dès le départ. Il est particulièrement étonnant que le

Conseil fédéral soit d'avis que les conditions d'ouverture d'une structure d'accueil pour enfants soient adaptées et ne souffrent

d'aucun obstacle bureaucratique.

Débureaucratiser la garde des enfants

En outre, le PLR préconise la modification du modèle de financement respectivement soutien la mise en place de bons de

garde. Sur la base des expériences actuelles, les bons de garde portent de nombreuses qualités : des coûts plus bas, des listes

d'attente plus courtes voire inexistantes et des offres de garde d'enfants plus étoffées et donc mieux adaptées aux besoins des

parents (crèches, parents de jour, etc.).

Débureaucratiser la garde des enfants

Liberté, Cohésion et Innovation – **par amour pour la Suisse.**

Contacts

Débureaucratiser la garde des enfants

› Christian Wasserfallen, vice-président du PLR.Les Libéraux-Radicaux, 078 648 39 71

› Olivier Français, conseiller aux Etats, 079 332 00 01

› Georg Därendinger, chef de la communication, 079 590 98 77

Débureaucratiser la garde des enfants

Le PLR est le garant du modèle à succès suisse depuis 1848. Grâce à nos compétences économiques, nous assurons à la

Suisse des conditions-cadre optimales, afin de préserver les emplois et d'en créer davantage. Nous nous engageons

également pour les accords bilatéraux, mais refusons toute adhésion à l'Union européenne